



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Emirats arabes**

**La production de pétrole « proche » du plafond**

La production de pétrole des Emirats arabes unis est «proche» du plafond décidé par l'Opep+, a annoncé mardi ce pays du Golfe, à deux ... • (Page 08)

**Soutien aux victimes de la torture**

**CNDH - ACAT TOGO - CACIT - SMPDD saluent les Principes Méndez**

A l'occasion de la Journée Internationale des Nations Unies ... • (Pages 10)



**Togo / Programme électricité pour tous**

• (Page 03)

**Mila AZIABLE présente le Fonds Tinga aux PTF**



**Textile & habillement**

• (Page 04)

**Les formateurs renforcent leurs capacités sur le patronage et la gradation**

**Diplomatie**

**Ikkatai Katsuya est le nouvel ambassadeur du Japon au Togo**

Le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a reçu, ce 27 juin 2022 à la présidence... • (Page 02)

**Conseil des ministres**

**Création du Conseil national de gestion des accords commerciaux**

Le Conseil des ministres a examiné et adopté un avant avant-projet de loi relatif à l'orientation des transports et un projet de décret portant ... • (Page 05)

**Economie**

**L'heure pour l'Afrique de « conquérir son indépendance sur bien des aspects »**

Malgré les crises, les économies africaines gardent des raisons d'être optimistes. Le continent compte désormais sur de ... • (Page 06)

**Commonwealth**

**« C'est bien d'avoir le Togo comme membre... » dicit Harriet Clare Thompson**

Le Chef de l'Etat Togolais Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu le lundi 27 juin ... • (Page 11)

**Cours des devises offert par**

**L'économiste** du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
<b>Achat</b>	655,957	618,500	4,570	761,500	641,750	478,000	92,000	168,000
<b>Vente</b>	655,957	625,500	4,630	768,500	647,750	485,000	93,750	170,750

Source : BCEAO

## Diplomatie

## Ikkatai Katsuya est le nouvel ambassadeur du Japon au Togo

Le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a reçu, ce 27 juin 2022 à la présidence de Lomé, les lettres de créance Ikkatai Katsuya, nouvel ambassadeur du Japon au Togo.



• Eyrām AKAKPO

Au Togo, le nouveau diplomate nippon aura pour mission de consolider des relations de partenariat entre les deux pays dans les domaines économique et social en vue d'accompagner le gouvernement dans sa politique de développement. « Je suis très honoré d'être l'ambassadeur japonais en pleine qualité auprès du Togo, l'un des pays africains qui s'engagent activement dans le développement économique et social, dans la paix et la stabilité dans la sous-région. Nous allons continuer à accompagner les efforts du gouvernement togolais dans ces domaines », a laissé entendre Ikkatai Katsuya. Depuis près de soixante ans, le Togo développe un partenariat multiforme avec le Japon. Le

premier accord commercial entre les deux Etats a été signé en 1963. Cette coopération s'est redynamisée avec de nouveaux engagements et accords de coopération diplomatiques, stratégiques, économiques à travers l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Selon les sources officielles, ces dernières années, le Japon a accompagné le Togo dans la mise en œuvre du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) et la réalisation des projets d'infrastructures tels que la construction du nouveau port de pêche de Lomé et de deux ponts modernes sur les rivières Koumongou et Kara (Nationale n°17) reliant les régions Centrale, de la Kara et des Savanes. Le pays a également bénéficié de l'appui du gouver-

nement japonais dans la réalisation de la cartographie numérique, dans la mise en œuvre des projets de développement agro-alimentaire et la lutte contre la malnutrition via le projet « Kennedy Round ». Les relations entre le Japon et le Togo ont été également renforcées par la participation régulière du Togo aux sessions de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD). Le Togo a bénéficié de l'accompagnement technique du Japon à travers la formation des cadres de son administration et des bourses de formation. Le nouvel ambassadeur du Japon près le Togo est un juriste de formation. Au plan national, Monsieur Ikkatai Katsuya a travaillé dans les ministères des Affaires étrangères, du commerce et de l'industrie. Sur la scène internationale, il a servi son pays dans les représentations diplomatiques de son pays en Belgique, Thaïlande, Suisse et Côte d'Ivoire. Avant sa nomination, Monsieur Ikkatai Katsuya était Conseiller spécial aux Affaires internationales dans la métropole de Tokyo.



## AUX DECIDEURS...

## L'Afrique dans la chaîne de valeur mondiale

Le concept de chaîne de valeur permet à différentes entreprises d'ajouter de la valeur aux matières premières à différentes étapes de la production jusqu'à ce qu'elles deviennent des produits finis.

Les dernières étapes de la chaîne de valeur sont plus lucratives que les précédentes. La réalité actuelle est que la plupart des activités qui créent de la valeur et transforment les intrants en produits finis sont concentrées dans les pays développés plutôt que dans les pays en développement.

Selon la Banque mondiale, augmenter la participation à la chaîne de valeur de 1 % pourrait augmenter le revenu par habitant de plus de 1 %. Malgré les preuves que certaines petites entreprises africaines ont progressé dans les chaînes de valeur mondiales grâce à la mise à niveau des processus au cours de la dernière décennie, il y a une lacune dans la mise à niveau des produits - la transition vers la production de biens et de services de plus grande valeur.

Cet aspect doit être amélioré. La plupart des pays africains sont encore des producteurs de matières premières et des mesures spécifiques doivent être prises pour inverser la situation.

Le rôle du gouvernement est également essentiel dans la création d'un environnement favorable.

En d'autres termes, le partenariat entre les secteurs public et privé est essentiel pour favoriser le potentiel africain pour le bien commun du continent.

Regard vers l'intérieur : les gouvernements doivent soutenir la recherche sur les activités actuelles des étapes « inférieures » des chaînes de valeur mondiales en Afrique et sur la manière dont leur déplacement ailleurs peut avoir un impact sur l'emploi.

Cette étape permettrait de prendre conscience des problèmes potentiels qui peuvent découler de la démondialisation. Cela ouvrirait également la porte à la révision et à la modification des politiques économiques actuelles inopérantes.

Faire correspondre les besoins de la société et des entreprises : sur la base des données actuelles de la Banque mondiale sur l'intégration du commerce mondial et la participation aux chaînes de valeur mondiales, on ne sait pas à quoi ressemblera le nouveau type de chaînes de valeur mondiales.

En conséquence, les sociétés multinationales opérant en Afrique, en particulier celles qui ont des activités à un stade « inférieur », pourraient vouloir reconsidérer comment elles peuvent accroître leur impact positif dans ces régions, directement ou indirectement. Par exemple, ils pourraient examiner de manière critique leurs besoins en tant qu'organisation (peut-être par le biais d'une évaluation complète des besoins) et les relier à un problème existant sur lequel leur chaîne de valeur exerce une influence (par exemple, la gestion du chômage).

Capter la valeur intérieure : La relocalisation de la production signifiera que le commerce deviendra dominé par quelques-uns à l'avenir. Ceux-ci incluraient presque certainement un syndicat asiatique dirigé par la Chine, un syndicat nord-américain dirigé par les États-Unis et un syndicat européen (peut-être dirigé par l'Allemagne et la France).

Si cela se produit, l'Afrique (en particulier la région subsaharienne) sera déconnectée de la chaîne de valeur mondiale. Cela devrait être un catalyseur suffisant pour que les dirigeants africains se rendent compte que la fabrication, les produits et les services nationaux peuvent être la voie à suivre.

Le pourcentage élevé de chômage en Afrique est révélateur d'une sous-exploitation des ressources économiques et de cadres entrepreneuriaux inadéquats. Le chômage des jeunes est considéré comme l'un des problèmes sociaux et économiques les plus urgents de la génération. Les données montrent qu'environ 140 millions de personnes âgées de 15 à 35 ans sont au chômage en Afrique. Il s'agit d'un tiers de l'ensemble de la population jeune du continent.

Selon la Banque africaine de développement, jusqu'à 263 millions de jeunes seront privés de perspectives d'emploi dans un avenir proche. Il n'y a donc jamais eu de meilleur moment pour que les secteurs public et privé collaborent et captent la valeur intérieure en Afrique.

Junior AREDOLA

## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata

Togo / Programme électricité pour tous

# Mila AZIABLE présente le Fonds Tinga aux PTF

La Ministre déléguée auprès du président de la république chargée de l'énergie et des mines, Mila AZIABLE, dans le cadre des actions du programme électricité pour tous, a exposé le Fonds Tinga aux partenaires techniques et financiers (PTF), le 22 juin 2022 à Lomé.

• Joël YANCLO

La rencontre qui sonne ainsi le début de la phase de mobilisation de ressources, a été l'occasion pour la ministre Mila AZIABLE d'échanger avec les acteurs du secteur bancaire sur les possibilités de financement dans le secteur de l'énergie au Togo. Le Fonds prévoit l'accès à l'électricité pour environ 1 044 389 ménages d'ici 2030. Pour sa souscription le bénéficiaire se verra déboursier uniquement un montant initial de 1000 FCFA, le reste du paiement étant échelonné et déduit progressivement de sa consommation sur une période allant jusqu'à dix ans maximums dépendamment du revenu du ménage. Près de 2000 ménages ont été connectés au réseau de la CEET (Compagnie Energie Electrique du Togo). La Banque mondiale, le PNUD, et la Banque Africaine pour le Développement pour ne citer que celles-ci, ont manifesté leur ferme volonté d'accompagner le Ministère dans la mise en place

de ce Fonds, initiative du Président de la République Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, dont l'ambition est de garantir à tous les Togolais, quel que soit leur niveau de vie et leur zone d'habitation, un accès à l'électricité à l'horizon 2030. Pour rappel, après les opérations foraines d'information et de collecte de demandes, le Fonds Tinga est devenu effectif au Togo avec le lancement de la phase pilote par le ministre délégué chargé de l'Energie, courant avril 2022. Au total, 305 localités (111 dans les Savanes et 194 dans la Kara) ont été électrifiées à travers ce mécanisme gouvernemental, portant à des seuils significatifs les taux de couverture dans ces régions. L'originalité du Fonds mis en œuvre par la Compagnie d'énergie électrique nationale (CEET) réside dans l'assouplissement des formalités d'abonnement et la facilitation des modalités de paiement de l'accès. Désormais, ce sont les opérateurs qui viennent vers la



population pour recueillir les demandes de connexion. A en croire Mila AZIABLE, « le défi de l'accès à l'électricité au Togo exige que les conditions d'accès au réseau soient étudiées, analysées et adaptées aux conditions de vie des populations à faibles revenus ». Pour la période de la phase pilote, une enveloppe de 3 milliards FCFA a été mobilisée par le gouver-

## Le « Fonds Tinga » pour renforcer l'accès à l'électricité

Dans sa volonté de garantir à l'horizon 2030 un accès universel à des services énergétiques fiables, durables, modernes et à un coût abordable, le gouvernement a créé le 27 octobre 2021 en Conseil des ministres, le « Fonds Tinga ». Le mécanisme vise à offrir des subventions rem-

boursables aux populations à faible revenu afin de leur faciliter l'accès aux réseaux électriques. Le « Fonds Tinga » permettra de couvrir notamment les frais de branchement au réseau national de distribution de l'énergie électrique basse tension ou à un mini-réseau basse tension, les coûts de réalisation des travaux d'installations électriques intérieures basse

tension ainsi que l'acquisition des équipements électriques nécessaires et des kits solaires. Le « Fonds Tinga » vient en complément à d'autres initiatives en cours telles que le projet Cizo, une initiative présidentielle d'électrification rurale à base de kit solaire individuel et la mise en service de la centrale photovoltaïque de Blitta (50MW), de la centrale thermique Kékéli de Lomé (65MW) et des mini-centrales solaires à Bavou (Ogou), Assoukoko (Blitta), Takpapiéni (Oti-Sud) et Koutoum (Bassar) pour production globale de 600 Kilowatts Crêtes (kWc) et du Contour Global (100MW). La mise en place du Fonds Tinga intervient au lendemain de la signature d'un accord de subvention pour l'électrification urbaine et semi-urbaine entre le Togo et l'Union européenne (UE) dans le cadre du Programme d'extension des réseaux électriques des centres urbains du Togo (PERECUT).



## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Textile &amp; habillement

## Les formateurs renforcent leurs capacités sur le patronage et la gradation

Au Togo, les formateurs nationaux opérant dans le textile et l'habillement renforcent leurs capacités sur le patronage et la gradation des techniques de coupes industrielles qui permettent de confectionner des vêtements en grande quantité selon les normes internationales et à un temps record. Ceci, à travers un atelier de formation sous la direction du Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau (BRMN) organise cet atelier de formation des formateurs nationaux opérant dans le textile et l'habillement.



● Junior AREDOLA

Le Gouvernement togolais œuvre à assooir une industrie textile performante créatrice des chaînes à haute valeur ajoutée. Le parc textile de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) vise à terme la transformation de l'industrie textile nationale, grâce à une augmentation considérable du volume d'exportation des produits textiles finis. Après l'atelier de sensibilisation et d'information sur le Programme de Restructuration et de Mise à Niveau (PRMN) qui a eu lieu le 15 juin 2022 à Lomé et qui a regroupé

une trentaine d'acteurs du textile et de l'habillement venus des cinq (05) régions économiques de notre pays, une quinzaine d'entre eux bénéficient d'un renforcement de capacités sur le patronage et la gradation. Ainsi, le Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, à travers le Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau (BRMN) organise cet atelier de formation des formateurs nationaux opérant dans le textile et l'habillement. Cette activité qui se tient à Lomé dans la salle Eyadema de la SAZOF a pour but de renforcer leurs capacités sur le

patronage et la gradation, des techniques de coupes industrielles qui permettent de confectionner des vêtements en grande quantité selon les normes internationales et à un temps record. A terme, ce processus vise à modifier en profondeur le mode de production nationale et aussi le mode de fonctionnement des structures des stylistes. Dans son discours d'ouverture YAKPEY Comlan Nomadoli, Secrétaire Général du Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, a indiqué que « l'atelier vient à point nommé pour permettre à nos formateurs nationaux de s'imprégner des nouvelles techniques de confection plus adaptées à ce siècle de la digitalisation. » Pour Irène Blavi SAGBO, Directrice du BRMN « c'est une belle opportunité qu'il faut saisir car ce type d'accompagnement, expérimenté au Bénin et au Sénégal a donné des résultats probants qui ont impacté positivement le domaine du textile. ». Démarré le 27 juin 2022 et conduit par Mme Angéline DIMITROVA, experte internationale en textile, cet atelier de formation des formateurs nationaux opérant dans le textile et l'habillement s'achève le 02 juillet 2022.



## Téléphones de nouvelle génération pour tous

## Bboxx EDF-Togo lance le programme « Smartphone pour le Togo »

La société Bboxx EDF-Togo, a procédé au lancement ce lundi 27 juin 2022, à Lomé au programme dénommé « Smartphone pour le Togo » pour contribuer à apporter des téléphones de nouvelle génération à moindre coût aux togolais.

● Bernard AFAWOUBO

En collaboration avec le ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale à travers la signature d'un protocole d'accord en septembre dernier, la société Bboxx EDF-Togo a lancé le lundi 27 juin 2022, son programme dénommé « Smartphone pour le Togo ». Ce programme vise à apporter des téléphones de nouvelle génération à moindre coût à tous les togolais. Il sera question dans un premier temps pour la société de fournir une offre limitée de téléphones aux fonctionnaires de l'Etat avec un paiement flexible sur douze mois avec des smartphones qui sont sur le marché. Les bénéficiaires auront la possibilité de jouir d'un mode de paiement échelonné sur 12 mois avec un prélèvement à la source. La seconde phase consistera à vulgariser cette offre de service à une large population de fonctionnaires. « Nous avons fait une étude pour savoir auprès de tous les fonctionnaires de



l'Etat, quels sont les smartphones qu'ils préfèrent et leur attente. C'est à partir de cette étude qu'on a pu dégager 4 modèles de smartphone précis que nous offrons à la vente à ces agents de l'Etat pour un début. Après cette première phase du projet, dans la préparation d'un lancement massif à travers tout le pays, on permettra à tous les citoyens du Togo d'avoir accès à cette solution », a indiqué Oudou Nsangou, directeur général de Bboxx EDF-Togo. « On a un service après-vente, des techniciens, des maintenanciers qui assurent la maintenance de ces téléphones. Je ne suis pas sûr qu'il ait quelque chose de ce

genre dehors. On a un service d'appel pour tout problème ouvert 7j/7j, 24h/24h au 8211 que vous pouvez appeler pour signaler un souci et puis on prendra des dispositions. Je pense que ce sont des éléments qui sont très importants à considérer surtout dans le contexte actuel que nous connaissons avec la cherté de la vie et tout ce qui est autour, mobiliser comme ça 50.000, 60.000, 100.000 F CFA d'un seul coup pour acquérir un téléphone je pense que c'est ultra difficile », a-t-il rassuré. La société Bboxx EDF-Togo met à la disposition des bénéficiaires de ce programme une garantie sur toute la durée du contrat.



## Lancement du « Programme Smartphone pour le Togo »

Lomé, le 27 juin 2022 - Bboxx-EDF Togo, un fournisseur de services de nouvelle génération, lance aujourd'hui le programme « Smartphone pour le Togo ».

Ce programme a vu le jour grâce à la collaboration avec le Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale après la signature d'un protocole d'accord en septembre 2021, et contribuera à faciliter l'accès pour les togolais à une nouvelle gamme de produits digitaux.

Dans le cadre du programme Smartphone pour le Togo lancé ce jour, la société fournira dans un premier temps une offre limitée de téléphones aux fonctionnaires avec un paiement flexible sur douze mois.

La seconde phase consistera à vulgariser cette offre de service à une plus large population de fonctionnaires. A termes, l'objectif visé est d'étendre ce nouveau concept au grand public.

Les bénéficiaires auront la possibilité de jouir d'un mode de paiement échelonné sur 12 mois avec prélèvement à la source.

Pour permettre une meilleure expérience utilisateur, la société Bboxx-EDF met à la disposition des bénéficiaires de ce programme novateur une garantie sur toute la durée du contrat.

Cet ambitieux projet fait suite aux multiples réalisations de la société Bboxx-EDF qui rappelons-le a déployé depuis 2017, plus 70 000 kits solaires individuels (SHS) soit plus de 350 000 togolais extirpés de l'obscurité, et elle a installé avec succès près de 5.000 pompes solaires d'irrigation afin d'aider les agriculteurs togolais de faire face aux aléas de la météo et des saisons.

FIN

## Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Conseil des ministres du 27 juin 2022

# Création du Conseil national de gestion des accords commerciaux

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé, ce 27 juin 2022 à Lomé, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil a examiné et adopté un avant-projet de loi relatif à l'orientation des transports et un projet de décret portant création, attributions, composition et fonctionnement du Conseil national de gestion des accords commerciaux au Togo (CNAC). Le Conseil a écouté des communications portant sur le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle, et la mise en place d'une structure d'accompagnement et d'appui aux Très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). Un compte rendu a été fait sur le lancement de la nouvelle version de la plateforme « service-public.gouv.tg ». Madame le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a adressé les admirations du gouvernement au, Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, pour l'adhésion de notre pays au Commonwealth.

## COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 27 JUIN 2022



Le conseil des ministres s'est réuni ce lundi 27 juin 2022 sous la présidence de Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République.

Le conseil a examiné un **(01) avant-projet de loi, un (01) projet de décret** et écouté **(03) communications**.

### I-Au titre de l'avant-projet de loi,

**Le conseil a examiné et adopté l'avant-projet de loi relatif à l'orientation des transports.**

Le secteur des transports fait face à de nombreux défis en particulier la nécessité d'améliorer la professionnalisation du secteur afin de permettre à notre pays de renforcer sa position de hub logistique et de services conformément aux ambitions de la feuille de route gouvernementale.

Le projet de loi d'orientation des transports vise à définir les principes généraux régissant les différents modes de transport au Togo notamment routier, ferroviaire, aérien, maritime, fluvial, lagunaire et lacustre.

Son adoption permettra de disposer d'un cadre juridique d'orientation dans lequel tout projet, tout programme dans ce secteur devrait s'inscrire afin de satisfaire les besoins des usagers dans les conditions de sécurité, de sûreté et de mobilité optimales.

### II-Au titre du projet de décret,

**Le conseil a examiné et adopté un projet de décret portant création, attributions, composition et fonctionnement du Conseil national de gestion des accords commerciaux au Togo (CNAC).**

Le présent projet de décret crée le Conseil national de gestion des accords commerciaux (CNAC) qui est la structure chargée d'assurer la coordination et le suivi-évaluation de la mise en œuvre des accords commerciaux auxquels le Togo fait partie.

Son adoption permettra d'assurer une participation significative des structures impliquées, afin de parvenir à la mise en œuvre efficace des accords commerciaux signés par le Togo. Ainsi, notre pays pourra profiter pleinement de toutes les opportunités qu'offrent les accords et leurs protocoles.

### III-Au titre des communications,

**Le conseil a écouté une communication sur le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle** ; présentée par le ministre de l'économie et des finances.

Ce document permet d'assurer une meilleure allocation des ressources mobilisables en cohérence avec les orientations stratégiques des politiques publiques et des priorités du Gouvernement sur la période 2023-2025. Il s'articule autour de trois points principaux notamment l'évolution économique récente, les perspectives économiques 2023 – 2025 et les priorités nationales et sectorielles.

L'activité économique nationale a connu un rebond en 2021, tirée par une conjoncture économique internationale plus favorable et les mesures de soutien à l'économie prises par le gouvernement, se traduisant par un taux de croissance du PIB réel établi à 5,5% en 2021 contre 1,8% en 2020.

En perspective, le gouvernement envisage la poursuite des réformes pour l'amélioration du climat des affaires en vue de favoriser l'entrée des investissements directs étrangers dans le pays, le renforcement des mécanismes d'inclusion pour une prospérité partagée entre tous les togolais ainsi que des actions de lutte contre l'insécurité.

Le conseil a approuvé le document et a instruit pour sa présentation devant la représentation nationale conformément à la réglementation en vigueur.

**Le conseil a ensuite écouté une communication relative à la mise en place d'une structure d'accompagnement et d'appui aux très petites, petites et moyennes entreprises (TPME)** ; présentée par le ministre chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel.

Afin de rendre plus efficace les mesures d'aides et de soutien en faveur des TPME, notre pays a inscrit au titre des priorités de l'action gouvernementale, l'amélioration des mécanismes d'accompagnement et d'appui aux TPME, qui représentent à elles-seules près de 80% du tissu économique national, à travers une réforme inscrite à la feuille de route gouvernementale 2020 – 2025.

Afin d'avoir un meilleur impact opérationnel de ladite réforme et dans le souci d'avoir une synergie d'actions, il s'avère nécessaire de mettre en place un dispositif intégrateur et fédérateur de tous les mécanismes et instruments existants et à venir visant l'accompagnement des TPME.

### IV-Au titre des divers,

Mme le Premier ministre a adressé les admirations du gouvernement au Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, pour l'adhésion de notre pays au Commonwealth.

Elle a salué le leadership du Chef de l'Etat qui, selon elle, permet un rayonnement du Togo.

Elle a invité tous les membres du gouvernement à prendre les dispositions afin de saisir toutes les opportunités offertes par cette adhésion.

Le conseil a ensuite écouté un compte rendu relatif au lancement de la nouvelle version de la plateforme « service-public.gouv.tg ».

Avec cette nouvelle version, quatre processus sont dématérialisés : le permis de construire ; la demande de passeport ; la demande de raccordement à l'électricité ; la demande de carte de séjour.

Le conseil a salué ces réformes qui visent à rapprocher les administrations des usagers et qui s'inscrivent dans la stratégie Togo digital 2025.

Fait à Lomé, le 27 juin 2022

Le Conseil des Ministres



## Économie

## L'heure pour l'Afrique de «conquérir son indépendance sur bien des aspects»

Malgré les crises, les économies africaines gardent des raisons d'être optimistes. Le continent compte désormais sur de profondes réformes.



● Pour Lionel Zinsou, ancien Premier ministre de la République du Bénin, l'heure est à l'optimisme. AFP

Covid, guerre en Ukraine, menaces terroristes: si l'Afrique reste très vulnérable face aux crises internationales, plusieurs voix sur le continent y voient une nouvelle occasion de tirer son épingle du jeu et appellent les dirigeants à en profiter pour engager de profondes réformes. Parmi les signes d'optimisme: la résilience de la plupart des économies africaines durant la pandémie de Covid-19. Globalement moins endeuillée que d'autres continents, l'Afrique a connu un ralentissement plus faible de son activité économique en 2020 (-2%) qu'à l'échelle mondiale (-3,3%). Et les perspectives pour l'année 2022, à l'heure où la guerre en Ukraine menace les économies du monde entier, ne sont pas totalement sombres. «L'Afrique va vers une croissance autour de 3,7% alors qu'en Amérique du nord ou en Europe on est face à un vrai risque de récession», estime l'économiste Lionel Zinsou.

## Investisseurs en confiance

«Nous n'avons pas été les plus grandes victimes de la pandémie et nous ne le serons pas des conséquences collatérales de la guerre en Ukraine», martèle l'ancien Premier ministre béninois, qui estime que l'inflation sur les exportations de matières premières compensera celle sur les importations. Autre signal positif, la confiance des investisseurs en Afrique est revenue à un niveau supérieur à celui d'avant la pandémie. Selon un rapport du cabinet Deloitte qui a interrogé 190 patrons d'entreprises ayant des activités sur le continent, 78% d'entre eux sont confiants dans leurs perspectives de développement contre 61% avant la

crise du Covid (et 40% pendant celle-ci).

## Inquiétudes sur les céréales

Pas question pour autant de minimiser les défis à venir pour les économies africaines, à commencer par la guerre en Ukraine, qui affecte notamment ses importations de céréales. «Nous sommes préoccupés par le ralentissement de la croissance mondiale et la disponibilité pour l'Afrique de certains produits comme le blé ou les engrais», avertit le président ivoirien Alassane Ouattara, lors de l'Africa CEO Forum, un sommet économique qui réunissait début juin, à Abidjan, chefs d'entreprises et décideurs politiques. «Les économies africaines ont pris un choc et n'ont pas encore retrouvé les taux de croissance d'avant 2019. La situation reste particulièrement difficile avec l'inflation qui affecte de manière disproportionnée les populations les plus pauvres», reconnaît Makhtar Diop, directeur général de la Société financière internationale (IFC), une branche de la Banque mondiale.

## Des réponses aux pénuries

Mais certains y voient une occasion pour les pays africains de tracer de nouvelles routes. «On perd une bonne partie des récoltes chaque année, par manque d'électricité, de chaîne du froid... Si on réduit ces pertes grâce à des efforts d'investissement dans les infrastructures, dès les prochaines campagnes, on aura des réponses à nos pénuries», estime M. Zinsou. «Toute crise est une opportunité pour structurellement transformer la situation. Il y a un potentiel de transformation économique des pays

africains en augmentant la valeur ajoutée créée sur le continent», affirme M. Diop. Certains pays ont accéléré ces dernières années sur le sujet: la Côte d'Ivoire a construit de nouvelles usines de transformations de noix de cajou, le Nigeria est en train de se doter d'une méga-raffinerie pétrolière à Lagos et les compagnies étrangères en Guinée ont été récemment sommées de construire des usines de transformation de bauxite. «L'Afrique a été extraordinairement réactive, financièrement techniquement et elle va recommencer» «Une des conséquences de la pandémie c'est que beaucoup de groupes ont souhaité moins dépendre de l'étranger pour leurs importations. L'Afrique est aussi concernée par le phénomène de démondialisation, de relocalisation et de régionalisation», pointe Emmanuel Gadret, directeur général Afrique francophone chez Deloitte. «C'est l'heure pour l'Afrique de conquérir son indépendance sur bien des aspects. Nous devons davantage compter sur des financements sur le continent plutôt que sur de la dette extérieure. Nous avons un grand potentiel pour lever des fonds sur ce continent pour financer des projets cruciaux», estime Georges Wega, directeur délégué des réseaux bancaires internationaux pour la région Afrique à la Société Générale. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) qui vise à harmoniser les tarifs douaniers sur tout le continent et qui entre lentement en vigueur, est notamment porteuse d'espoirs pour doper le commerce intra-africain. «L'Afrique a été extraordinairement réactive, financièrement techniquement et elle va recommencer», conclut M. Zinsou.

(AFP)

## Nigeria

## Le recyclage des déchets assure la scolarisation des nécessiteux

Alors que le Nigeria compte 22 millions d'analphabètes, les professionnels de la finance via l'Association des comptables certifiés et agréés (Acca), lancent la «Campagne de recyclage pour l'éducation». L'initiative qui durera trois mois permettra la scolarisation d'enfants vulnérables grâce au financement du recyclage des déchets dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Dans son rapport 2022 intitulé «la comptabilité pour un monde meilleur», l'Association des comptables certifiés et agréés (Acca) souligne que l'éducation est l'une des sept priorités pour l'accélération du développement durable en Afrique. C'est dans ce cadre que son équipe au Nigeria a initié la «Campagne de recyclage pour l'éducation». Cette opération a pour objectif principal, la scolarisation des enfants vulnérables grâce au financement du recyclage des déchets. L'initiative qui s'étendra de juillet à septembre 2022 dans l'ensemble des États du Nigeria sera mise en œuvre avec des partenaires tels que la fondation FlexiSAF spécialisée dans le domaine de l'éducation, et Waste Africa, une organisation spécialisée dans la ges-

## Afrique

## L'agriculture reste peu attrayante pour les jeunes, selon des experts

Le manque d'implication des jeunes dans l'agriculture freine la croissance du secteur selon les experts de l'industrie. S'exprimant lors de la semaine numérique et technologique en cours, la fondatrice et directrice générale de Farmer on Fire, Wangari Kuria, a déclaré que les jeunes d'Afrique subsaharienne considèrent souvent l'agriculture comme inefficace et sans intérêt.

## ● Vivien ATAKPABEM

Cela a conduit à une situation où l'âge moyen des agriculteurs africains est de 60 ans alors que l'âge médian est de 19 ans. «Les jeunes aspirent à l'emploi dans le secteur formel et à des modes de vie urbains modernes». Les jeunes ne considèrent pas l'agriculture comme un avenir, en partie à cause d'un manque d'accès aux intrants et à la terre», a-t-elle déclaré. Elle a déclaré que l'amélioration des politiques publiques, des modèles et un meilleur soutien aux agriculteurs en ce qui concerne les intrants et l'accès aux marchés rendront le secteur plus attrayant pour les jeunes. «Les parents sont également à blâmer car ils expriment le désir que leurs enfants vivent une vie meilleure que la leur, les poussant à obtenir des emplois gouvernementaux. Dans de nombreux cas, les emplois gouvernementaux se sont avérés les plus souhaitables pour leur stabilité. Le problème, c'est qu'il n'y en a pas beaucoup», a ajouté Kuria. Selon les Nations Unies, l'accès à l'information, le manque de crédit et les perceptions négatives autour de

tion des déchets en Afrique. La fondation FlexiSAF dirigée par Amina Abubakar fournit la plateforme pour l'exécution de ce projet grâce à son initiative Bottle4Books qui allie éducation et assainissement. «La collaboration permettra de sensibiliser au recyclage et à son impact positif dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) au Nigeria», affirme Tom Isibor, le chef pays de l'Acca au Nigeria. Il s'agit notamment des ODD 4 et 12 qui préconisent respectivement une éducation de qualité, et la production et la consommation durables. Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, de nombreux acteurs économiques multiplient des initiatives visant l'amélioration de la gestion des déchets.

## Le recyclage des

## déchets plastiques

Avec afrik21

La Nigeria produit 200 000 tonnes de déchets plastiques par an dont deux tiers finissent dans les décharges, selon le Partenariat mondial pour l'action sur les plastiques (GPAP). C'est dans ce contexte que la firme américaine des boissons gazeuses Coca-Cola et le Centre d'innovation climatique du Nigeria (NCIC) se sont alliés dans le but de recycler environ 9 000 tonnes de déchets plastiques chaque année dans six États du Nigeria. Outre cette initiative, la start-up Kaltani créée par l'ingénieur Obi Charles Nnanna installera 20 unités de collecte des déchets plastiques dans 10 États du Nigeria afin de développer le recyclage dans sa principale usine basée à Lagos.

pas considéré comme une entreprise», déclare l'ONU. Selon Kuria, l'agriculture qui attire les jeunes devra être rentable, compétitive et dynamique. Ce sont les mêmes caractéristiques nécessaires à l'agriculture pour assurer la croissance, améliorer la sécurité alimentaire et préserver un environnement naturel fragile. «Avec une plus grande priorité accordée à la mise en œuvre d'investissements publics bien conçus dans l'agriculture, des progrès continus en matière de réforme réglementaire et politique et une attention pour assurer l'inclusion des jeunes dans la renaissance agricole de l'Afrique, le beau dividende de la jeunesse du secteur peut être collecté et largement partagé», conclut-elle.



assez pour manger. Ce n'est

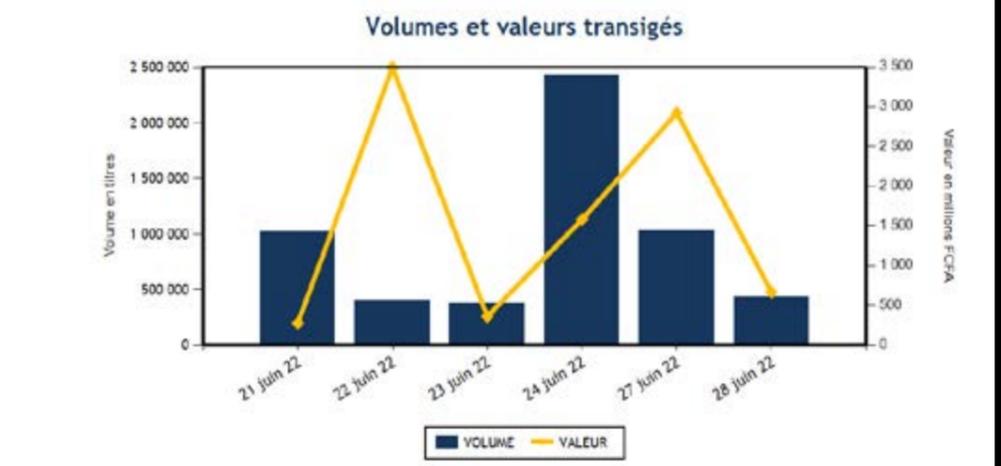
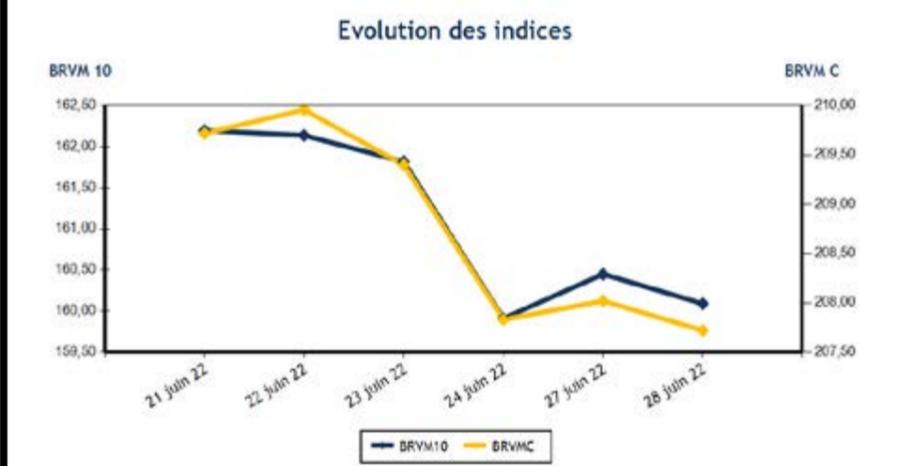
<b>BRVM 10</b>	<b>160,09</b>
Variation Jour	↓ -0,22 %
Variation annuelle	↑ 4,29 %



## BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 122      mardi 28 juin 2022      Site : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

<b>BRVM Composite</b>	<b>207,72</b>
Variation Jour	↓ -0,14 %
Variation annuelle	↑ 2,69 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 252 895 255 160	-0,15 %
Volume échangé (Actions & Droits)	434 980	-40,31 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	661 114 690	-11,07 %
Nombre de titres transigés	39	-2,50 %
Nombre de titres en hausse	13	-18,75 %
Nombre de titres en baisse	10	0,00 %
Nombre de titres inchangés	16	14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 769 214 741 400	0,23 %
Volume échangé	417	-99,86 %
Valeur transigée (FCFA)	4 257 100	-99,80 %
Nombre de titres transigés	4	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	0,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	2 380	7,45 %	13,33 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 545	7,42 %	-15,60 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 685	7,32 %	-3,71 %
SICABLE CI (CABC)	1 160	5,45 %	14,29 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	950	4,97 %	-1,04 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	2 365	-7,07 %	19,75 %
SODE CI (SDCC)	5 000	-5,66 %	16,41 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	830	-2,35 %	-7,26 %
SITAB CI (STBC)	5 900	-1,67 %	-4,53 %
SETAO CI (STAC)	1 495	-1,64 %	104,79 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	114,30	0,46 %	3,81 %	3 595	13 910 065	27,85
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	468,00	-0,12 %	4,27 %	14 299	189 120 860	9,46
BRVM - FINANCES	15	76,64	-0,79 %	-0,64 %	388 687	210 761 160	7,41
BRVM - TRANSPORT	2	414,49	0,00 %	-33,38 %	274	471 900	6,64
BRVM - AGRICULTURE	5	341,54	0,63 %	40,37 %	18 872	231 130 515	7,31
BRVM - DISTRIBUTION	7	380,65	1,41 %	-6,57 %	9 068	15 443 415	28,55
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 844,65	-1,64 %	104,79 %	185	276 775	17,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,37	
Taux de rendement moyen du marché	6,23	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,36	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 265 985,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 597 244 268,92	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	20,07	
Ratio moyen de satisfaction	19,12	
Ratio moyen de tendance	95,28	
Ratio moyen de couverture	104,95	
Taux de rotation moyen du marché	0,04	
Prime de risque du marché	6,05	
Nombre de SGI participantes	28	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

  
BRVM  
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin  
Avenue Charles de Gaulle, Cotonou  
Tél : (229) 21 31 23 26  
Fax : (229) 21 31 23 27

  
BRVM/BA FASO  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
de l'Union Faso  
BP 1000 Ouagadougou 01  
Tél : (229) 25 30 87 73  
Fax : (229) 25 30 87 18

  
CÔTE D'IVOIRE  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
Palais, 18 Avenue Joseph Anoume  
CI BP 2802 Abidjan 01  
Tél : (229) 20 31 51 51  
Fax : (229) 20 32 47 77

  
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
Chambre de Commerce, d'Industrie,  
d'Agriculture et des Services de Commerce  
International  
BP 99 Bangui  
Tél : (249) 508 16 52 Fax : (249) 508 16 63

  
MALI  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
B.P. 1286 - Bamako  
Tél : (229) 44 80 16 16  
Fax : (229) 44 80 16 11

  
NIGER  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture  
de Niamey, Place de la Liberté  
BP 10 200 Niamey  
Tél : (227) 20 13 88 83  
Fax : (227) 20 13 88 47

  
BENIN  
T. rue Jean Monnet  
BP 4000 Cotonou - Bénin  
Tél : (229) 21 31 23 26  
Fax : (229) 21 31 23 27

  
TOGO  
4881, Boulevard O. GNANZONGBE Ewehémé,  
Séoulé 228 Togo  
BP 3000 Lomé  
Tél : (228) 22 44 23 16  
Fax : (228) 22 44 23 17

## Économie

## Le G7 voudrait plafonner le prix du pétrole russe

Réunis en sommet en Allemagne, les pays du G7 envisagent de s'attaquer au prix du pétrole russe, car il représente une source importante de revenus.

Les dirigeants du G7 réunis en sommet en Allemagne vont lancer les travaux visant à mettre en place un mécanisme de plafonnement du pétrole russe, afin de frapper une importante source de revenus de Moscou, a dit un haut responsable de la Maison-Blanche. Le G7 va «demander aux ministres de travailler d'urgence à l'élaboration d'un plafonnement des prix du pétrole, en consultant les pays tiers et le secteur privé, dans le but de mettre en place un tel plafonnement», a assuré ce responsable à quelques heures de la fin du sommet. Le communiqué final attendu à l'issue de cette réunion qui se déroule dans le sud de l'Allemagne va donc inclure un accord de principe sur la mise au point de ce mécanisme inédit et complexe qui viserait à empêcher la Russie de vendre son pétrole au-delà d'un certain prix.

«Pas en avant assez spectaculaire»



● Dans le viseur du G7, le prix du pétrole russe. AFP

Parvenir à un consensus sur ce sujet serait «un pas en avant assez spectaculaire» et «l'un des résultats les plus significatifs» du G7, avait estimé la veille le principal conseiller diplomatique du président américain, Jake Sullivan. Il avait toutefois reconnu la difficulté technique d'un tel projet : «Ce n'est pas quelque chose que nous pouvons sortir de nos tiroirs comme si c'était une méthode déjà testée et approuvée... c'est un concept nouveau». Une complexité également soulignée par les spécialistes

du secteur énergétique. Le secteur privé, notamment les professionnels de l'assurance et du transport, devrait être impliqué dans ce mécanisme. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février, la question de savoir comment sanctionner les hydrocarbures russes est l'une des plus épineuses pour les Occidentaux alors que les tarifs de l'énergie se sont envolés et pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages.

(AFP)

## Internet

## Un site danois poursuit Google pour abus de position dominante

Jobindex, qui existe depuis 1996, estime que Google for jobs, lancé en 2021 au Danemark, est avantagé et relègue du coup très loin les pages concernant les autres sites de recherche d'emploi.



● «Nous estimons que Google utilise et abuse de sa position de moteur de recherche pour favoriser ses propres services et partenaires», accuse Kaare Danielsen, le patron de Jobindex. AFP

Jobindex, un site danois de recherche d'emploi, a annoncé, lundi, déposer une plainte contre Google auprès de la Commission européenne, en accusant le géant américain d'abus de position dominante. Il réclame à Bruxelles d'entamer des poursuites après le lancement, l'an dernier, au Danemark, de son service Google for jobs. Quand ils cherchaient des mots liés à la recherche d'emploi, les utilisateurs du moteur de recherche «ont vu le nouveau service leur être proposé dans une fenêtre proéminente, au-dessus des résultats de recherche classique», déplore le site da-

nois, qui existe depuis 1996. Les autres services spécialisés, dont celui de Jobindex, se retrouvent, eux, relégués plus bas dans la recherche. «Nous estimons que Google utilise et abuse de sa position de moteur de recherche pour favoriser ses propres services et partenaires», accuse Kaare Danielsen, le patron de Jobindex. «Nous pensons aussi que Google for jobs peut être directement comparé avec le service Google Shopping, pour lequel Google a été condamné l'an dernier.» Nouvelle législation Le Tribunal de l'Union européenne, établi à Luxembourg, avait, le 10 novembre

dernier, rejeté un recours du géant américain d'internet contre une amende de 2,4 milliards d'euros infligée, en 2017, par Bruxelles à Google dans cette affaire. Le géant américain a fait appel en janvier. En mars, après plusieurs mois de négociations, les États membres de l'Union européenne, la Commission et le Parlement européen ont trouvé un accord sur une nouvelle législation, qui doit mettre fin aux abus de position dominante des géants du numérique.

(AFP)

## L'éco en bref

## Emirats arabes : la production de pétrole «proche» du plafond

La production de pétrole des Emirats arabes unis est «proche» du plafond décidé par l'Opep+, a annoncé mardi ce pays du Golfe, à deux semaines de la première visite au Moyen-Orient du président américain Joe Biden. A l'issue de leur dernière réunion début juin, les treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), menés par l'Arabie saoudite, et leurs dix alliés, dont la Russie (Opep+), ont accepté d'augmenter légèrement leur production pour répondre aux appels des Occidentaux. Ces 23 pays, qui produisent environ la moitié du pétrole mondial, sont pressés par les Occidentaux d'augmenter leur production pour freiner l'envolée des prix du brut liée à la guerre en Ukraine, sans contrarier Moscou.

## Finance durable : les banquiers suisses s'autorégulent

L'Association suisse des banquiers (ASB) a annoncé mardi fixer des prescriptions minimales pour la prise en compte des critères de développement durable dans le conseil en placement et le conseil hypothécaire. Elles seront contraignantes pour ses membres dès le 1er janvier 2023. «Le développement durable fera désormais partie intégrante des entretiens de conseil avec les clients», s'est félicité Jörg Gasser, CEO de l'ASB, cité dans un communiqué. Les fournisseurs d'hypothèques devront ainsi aborder la question de la préservation de la valeur à long terme du bâtiment à financer, et donc celle de son efficacité énergétique. L'objectif est de sensibiliser les clients à l'importance des rénovations énergétiques, a précisé l'ASB.

## France : la grève au sein des télé et radios publiques

Les antennes des radios et chaînes de télé de l'audiovisuel public sont perturbées mardi par une grève «massive» contre la suppression de la redevance voulue par le gouvernement dès cet automne, dans un contexte plus large de craintes pour leur avenir. En raison de ce mouvement, la musique tournait à plein sur Franceinfo, France Inter ou encore France Culture, les trois quarts des journalistes de Radio France censés travailler mardi étant en grève, selon un de leurs syndicats, le SNJ. Des sources internes à France Télévisions recensaient 45% de grévistes tous métiers confondus au sein du réseau France 3, du «jamais-vu», et 25% au siège parisien.

## Des compagnies aériennes prêtes à réduire leurs émissions de CO2

Plusieurs compagnies aériennes européennes ont affiché mardi leurs dispositions à réduire leurs émissions de CO2 en exploitant dix vols, à destination ou au départ de Lyon, ravitaillés à 30% par des carburants d'aviation durables. Les vols réguliers, exploités par Air France, KLM, Transavia, easyJet, Lufthansa et Vueling depuis ou vers Lyon-Saint Exupéry, à Colombier-Saugnieu dans l'est de la métropole lyonnaise, auront émis 27% de moins de CO2 que s'ils avaient recouru à 100% de kérosène fossile, a affirmé l'association européenne des compagnies aériennes Airlines for Europe (A4E), à l'initiative de l'opération. Celle-ci coïncide avec trois jours de rencontres sur le thème de la mobilité durable organisés jusqu'à jeudi par la Commission européenne, les «Journées de l'Europe connectée».



## Le Sri Lanka ouvre son marché pétrolier à la concurrence

Le Sri Lanka, à court d'argent, a annoncé mardi ouvrir son marché pétrolier à la concurrence étrangère, au lendemain d'un arrêt temporaire des ventes d'essence et de diesel dans tout le pays en raison de graves pénuries. Lundi, le gouvernement s'est vu contraint d'annoncer la suspension de toute vente de carburants pour deux semaines, à compter de minuit dans la nuit de lundi à mardi, excepté dans les secteurs essentiels comme la santé. Dans ce contexte, le gouvernement a jugé opportun de permettre l'entrée sur le marché d'entreprises en provenance de pays producteurs de pétrole «pour leur permettre d'importer et de vendre du carburant en utilisant leurs fonds», selon un communiqué gouvernemental publié mardi.



Sélection AFP & REUTERS

**Rendez-vous économiques**

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Foire Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique	13-19 Juin 2022	Sénégal	<a href="https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr">https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr</a>
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://lc.cx/mw9vbW">https://lc.cx/mw9vbW</a>
17 <sup>ème</sup> Foire Commerciale de l'OCI	13-19 juin 2022	Dakar Sénégal	Néant
Assemblées annuelles Afreximbank	15-18 juin 2022	Caire, Égypte	<a href="http://www.afreximbank.com">www.afreximbank.com</a>
Business forum	16-17 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	<a href="https://www.cci.bj/">https://www.cci.bj/</a>
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	<a href="https://www.la-fia.com/">https://www.la-fia.com/</a>
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	<a href="https://www.agroforestry2022.org/fr">https://www.agroforestry2022.org/fr</a>
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>

**HOROSCOPE finance**

**Bélier** Attention, votre chemin sera semé d'embûches ! Des risques, encore des risques dans le domaine financier. Vous serez tenté de prendre un malin plaisir à vous lancer dans les entreprises les plus audacieuses. Seulement, vous pourriez vous en mordre les doigts très rapidement. Le temps sera à la prudence et non pas à l'audace. Alors, réfléchissez bien avant de sauter.

**Taureau** Nette amélioration sur le plan financier. Mais attention, ce ne sera pas une raison pour vous précipiter aussitôt dans les magasins ou sur les catalogues de ventes par correspondance ! Pensez aux placements de père de famille.

**Gémeaux** Dépêchez-vous de régler vos problèmes d'argent les plus urgents, car bientôt vous ne serez plus en mesure de le faire correctement. Vous pourrez aussi aujourd'hui effectuer des transactions profitables.

**Cancer** Il est possible qu'une occasion de placement à long terme se présente à vous aujourd'hui. Réfléchissez bien avant de vous lancer. Mais n'hésitez pas si tous les facteurs vous paraissent favorables. En tout cas, vos chances seront nettement meilleures aujourd'hui que jusqu'ici.

**Lion** Jupiter vous offrira une occasion d'améliorer vos revenus. Votre équilibre budgétaire sera stable, et les circonstances seront propices à une décision financière rentable.

**Vierge** Journée délicate financièrement. Pour atténuer l'impact pervers de Pluton, la seule solution serait d'adopter un comportement extrêmement prudent, de mettre de côté chaque sou que vous gagnerez pour pouvoir tenir le coup dans les jours plus difficiles. Quelle que soit votre situation, sachez qu'elle est en voie d'amélioration.

**Balance** Les revenus de certains de vos investissements auront des chances d'augmenter. Ce sera une excellente journée pour accroître le nombre d'actions de votre portefeuille. Il semble que vous puissiez bénéficier également d'une certaine chance aux jeux de hasard. Consultez votre nombre de chance du jour.

**Scorpion** Cette ambiance astrale à très forte coloration uranienne vous permettra de stabiliser les choses et d'arrondir votre pelote, quelle que soit votre situation matérielle actuelle. Autrement dit, la sortie du tunnel sera assurée. Ce sera le moment de demander une prime quelconque, qui vous sera accordée sans façon. Mais il conviendra aussi d'être prévoyant, de mettre de côté une poire pour la soif.

**Sagittaire** Neptune formera des aspects favorables au secteur des biens matériels. Son influence sera efficace ! Gardez-vous cependant d'être trop optimiste en prenant des risques financiers excessifs.

**Capricorne** La situation financière devrait se stabiliser. Tous ceux d'entre vous, et notamment ceux du premier décan, qui ont dû affronter dernièrement une situation pécuniaire difficile vont pouvoir rééquilibrer leur budget.

**Verseau** Avec cet aspect de Saturne, il faudra se préparer à des retournements soudains de situation au moment même où vous devrez faire face à une échéance financière. N'attendez donc pas le dernier moment pour vous organiser. Et surtout, ménagez-vous une large marge de manoeuvre en prévoyant le pire, par exemple les défaillances possibles de vos débiteurs ou un retard du courrier à cause d'une grève de la Poste.

**Poissons** Jupiter, le maître de la chance, influencera votre secteur argent. Vous devriez donc avoir droit à un Ciel parfaitement dégagé sur le plan financier. Si votre situation n'est pas très florissante, ne vous découragez pas : une amélioration est en vue. Si vous êtes à l'abri du besoin, essayez de mettre de l'argent de côté. Grâce aux bons influx de Jupiter, vous saurez faire les bons choix et bénéficierez de conseils avisés concernant un placement ou un investissement.

**L'économiste** du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investitions économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

**Administrateur Général**

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

**Administrateur Délégué**

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

**Directeur de Publication**

Komlan KPATIDE  
(+228 90 05 05 08)

**Rédacteur en Chef**

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

**Rédacteurs**

Eyram AKAKPO  
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO  
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM  
Kodji GATOR JOE

**Directeur Commercial**

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

**Graphiste**

Gérard DAMAWOU



REPUBLIQUE TOGOLAISE  
COMMISSION NATIONALE  
DES DROITS DE L'HOMME



Solidarité  
Mondiale pour les  
Personnes  
Démunies et les  
Détenus



## COMMUNIQUE DE PRESSE CNDH - ACAT TOGO - CACIT - SMPDD

A l'occasion de la Journée Internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture, La Commission Nationale des droits de l'Homme (CNDH), l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT)-Togo, le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT) et la Solidarité Mondiale pour les personnes démunies et les détenus (SMPDD) saluent les Principes relatifs aux entretiens efficaces dans le cadre d'enquêtes et de collecte d'informations (Principes Méndez) et apporte leur soutien indéfectible à leur adoption par les Nations Unies.

Les principes Méndez proposent une alternative permettant de prévenir les risques de déclarations obtenues par la contrainte ou par la brutalité de la torture. Ils associent le droit avec un corpus de recherches scientifiques solides et croissantes portant sur les méthodes d'entretien les plus efficaces pour obtenir des informations exactes et fiables de la part d'une personne auditionnée.

Le Togo, depuis la ratification en 1987 de la Convention contre la torture, s'est engagé sur le chemin de la prévention de la torture et a connu d'importantes avancées. Les nouveaux Principes relatifs aux entretiens effectifs dans le cadre d'enquêtes et de collectes d'informations (Principes Méndez) constituent une nouvelle opportunité pour le Togo d'avancer sur le chemin de la prévention de la torture et des mauvais traitements, notamment pendant les premières heures de garde à vue et les interrogatoires.

La CNDH, l'ACAT Togo, le CACIT et la SMPDD œuvrent dans la lutte contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants au Togo.

Ce dimanche 26 juin 2022, marque les 35 ans de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre la torture pour le Togo. Les Principes Méndez contribuent à mettre en œuvre les obligations prévues par la Convention, en particulier celles pour le Togo de revoir ses méthodes et procédures d'interrogatoire, de former le personnel responsable de l'application de la loi, et de prendre des mesures pour prévenir la torture.

Ainsi, la CNDH, l'ACAT Togo, le CACIT et la SMPDD ont choisi cette journée hautement symbolique du 26 juin pour annoncer leur soutien officiel à l'adoption par la communauté internationale des Principes Méndez. Ils appellent également tous les États et particulièrement l'Etat togolais à soutenir l'adoption de ces Principes afin de réduire le risque de pratiques illégales, abusives et coercitives et d'améliorer la légitimité et la qualité des enquêtes de justice pénale.

Ensemble, la CNDH, l'ACAT Togo, le CACIT et la SMPDD réaffirment leur engagement commun de faire progresser les droits humains et l'administration efficace de la justice au Togo.

Lomé, le 26 juin 2022

Contacts presse:

- CNDH : Yaovi SRONVIE, président de la CNDH
- ACAT Togo : Bruno HADEN – [acattogo@yahoo.fr](mailto:acattogo@yahoo.fr) / +228 90 03 98 95
- CACIT: Gaëlle ANKU – [caciticommunication@gmail.com](mailto:caciticommunication@gmail.com) / +228 92 01 59 01
- SMPDD: Coco de Kofi WOENAGNON – [cocodekofi@yahoo.fr](mailto:cocodekofi@yahoo.fr) / +228 91 00 36 20

Avec le soutien de l'APT



association pour la prévention de la torture  
asociación para la prevención de la tortura  
association for the prevention of torture

## Commonwealth

## « C'est bien d'avoir le Togo comme membre... » dixit Harriet Clare Thompson

Le Chef de l'Etat Togolais Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu le lundi 27 juin 2022, à Lomé avec l'Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume-Uni au Togo, Harriet Clare Thompson. La diplomate britannique a salué l'adhésion officielle du Togo au Commonwealth.

● Bernard AFAWOUBO

Les félicitations ne cessent de pleuvoir suite à l'admission du Togo au Commonwealth. Cette adhésion du Togo est saluée par tous. L'Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume-Uni au Togo, Harriet Clare Thompson, a, après le cérémonial au cours duquel, le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a reçu ses lettres de créances salué cette admission officielle qui n'est que la résultante des efforts du Togo dans la promotion des valeurs qu'incarne cette organisation inter-gouvernementale à savoir de démocratie, les droits de l'homme, la séparation des pouvoirs et développement durable. Au cours de son premier entretien avec le numéro 1 togolais, la diplomate britannique a renouvelé l'engagement de son pays à renforcer les relations de coopération avec le Togo notamment dans les secteurs de la sécurité, du commerce, des infrastructures, de la santé et des affaires. « C'est vraiment un honneur de servir en tant qu'ambassadrice du Royaume-Uni au Togo. C'est un pays magnifique. Je suis ici pour renforcer les rela-



tions dans les domaines de la sécurité, du commerce, des infrastructures, la santé et des affaires et explorer de nouvelles opportunités de coopération. Il faut féliciter le Togo pour son entrée dans le Commonwealth. Au regard de l'importance des valeurs du Commonwealth dans le monde, c'est bien d'avoir le Togo comme membre. C'est quelque chose d'important à féliciter » a-t-elle précisé. La coopération entre le Togo et le Royaume-Uni remonte à l'époque coloniale, mais s'est renforcée à travers l'ouverture de l'ambassade du Togo près la Grande Bretagne et de nouveaux partenariats dans les domaines économique, sécuritaire, social et des affaires. Ces partenariats connaîtront un saut qualitatif avec l'intégration officielle du Togo dans la grande famille du Commonwealth à l'issue de son

26<sup>e</sup> sommet de l'organisation (CHOGM) qui s'est tenu les 24 et 25 juin 2022 à Kigali au Rwanda. Cette adhésion permet au Togo de mieux élargir le champ de ses rapports, diversifier davantage ses relations d'amitié et de coopération et renforcer le partenariat avec les pays anglophones membres du Commonwealth. Le Togo qui a amorcé une restructuration profonde de son économie, sera une nouvelle terre d'investissement du secteur privé du Royaume-Uni et bien d'autres membres de cette organisation inter-gouvernementale. Le Togo bénéficiera également du Fonds pour la Coopération technique (CFTC) du Commonwealth pour la mise en œuvre des projets prioritaires de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. Ancienne Secrétaire à la représentation permanente auprès de l'Union européenne (UE), chef de l'unité de prestation de services du Premier ministre, chef de la délégation britannique aux négociations sur le changement climatique et adjoint du Haut-Commissaire britannique à Abuja au Nigéria, la diplomate Harriet Clare Thompson a eu une carrière riche et variée au sein de l'administration britannique et dans les missions diplomatiques de son pays.



## Football/ CAF

## Emmanuel Adébayor intègre une commission

L'ex-capitaine des Éperviers du Togo, Emmanuel Adebayor, fait son entrée au sein de la Confédération africaine de Football (CAF).

● Eyram AKAKPO

La star togolaise Emmanuel Adébayor et plusieurs autres légendes du football africain font désormais partie de la Commission technique du développement du football africain (Technical and Development Committee) pour la zone B de l'Union des Fédérations Ouest Africaine de Football (UFOA zone B). Cette commission permanente est chargée de la formation, des questions techniques et du développement du football africain. L'ancien capitaine des Eperviers du Togo va siéger entre autres avec Mohamed Magassouba, Clémentine Touré, Kalilou Fadiga, Geremi Njitap, Herita Ilunga et d'autres. L'ancien ballon d'or africain 2008, a successivement évolué au FC Metz, Monaco, Arsenal, Manchester City, Real Madrid, Tottenham, Crystal



Palace, Basaksehir, Kayseri et Olimpia. Il fut lors de la 2010/2011, vainqueur de la Coupe du Roi en Espagne et vainqueur de la Community Shield et Emirates cup en Angleterre. En dehors d'Emmanuel Adebayor, d'autres anciennes gloires du football africain font leur entrée à la Commission technique pour le développement du football africain. Dans cette vague de nominations, on note la présence deux anciens internationaux camerounais. Il s'agit

de Joseph Antoine Bell et Gérémi Njitap qui ont été cooptés par Patrice Motsepe. À leurs côtés, il y aura l'ancienne footballeuse internationale ivoirienne Clémentine Touré, le malien Mohamed Magassouba. Khalilou Fadiga, Herita Ilunga ont été aussi nommés par Patrice Motsepe. Leur mission sera de réfléchir aux nouvelles actions qui pourront faciliter le développement technique du football africain.

## CAN féminine TotalEnergies

## Une équipe d'analystes et de commentateurs TV chevronnés pour Maroc 2022

Quelques-unes des anciennes stars et légendes du football africain constitueront l'équipe de commentateurs et d'analystes TV de la CAF pour la Coupe d'Afrique des Nations féminine TotalEnergies qui se tient du 2 au 23 juillet 2022 au Maroc.

● Vivien ATAKPABEM

Parmi les noms les plus célèbres, l'ancienne capitaine des Lionnes indomptables du Cameroun, Christine Manie, l'ancienne internationale et capitaine sud-africaine Amanda Dlamini, l'ex-gardienne des Super Falcons du Nigéria, Rachael Ayegba et l'ancienne joueuse des Aigles de Carthage de Tunisie, Haifa Guedri. La mise sur pied d'une équipe de commentaires et d'analyses sur le terrain est une première dans l'histoire de la Coupe d'Afrique des Nations Féminine. L'initiative entre dans le cadre

des objectifs de la CAF qui visent à améliorer la qualité du produit TV pour les téléspectateurs, conformément à la stature mondiale croissante du football féminin africain. "L'expérience des téléspectateurs est notre priorité, car nous voulons que le football féminin en Afrique soit un produit télévisuel compétitif à l'échelle mondiale. Nous sommes ravis d'accueillir ces stars qui feront partie de la famille CAF. Le football féminin en Afrique est en plein essor et j'ai vraiment hâte d'être à cette compétition", a déclaré le Secrétaire Général de la CAF, Veron Mosengo-Omba. Christine Manie a d'abord

forgé sa réputation en jouant pour le célèbre Canon de Yaoundé, avant de se lancer dans une brillante carrière de footballeuse qui l'a menée en Biélorussie, en Roumanie et en France. Elle faisait partie de l'équipe du Cameroun lors des Coupes d'Afrique des Nations féminines 2006, 2008, 2010, 2012, 2014, 2016 et 2018. Manie était un pilier et la capitaine des Lionnes Indomptables, marquant le spectaculaire but contre la Côte d'Ivoire en demi-finale de la CAN 2014 qui a qualifié le Cameroun pour sa toute première Coupe du Monde Féminine de la FIFA.

## Baromètres Togo

## Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



# ABIDJAN 2022



# CONGRÈS AIMF

Maîtriser les risques, conjurer les peurs



# COP DES VILLES

Agir avec les villes pour le climat

28 JUIN AU 2 JUILLET 2022 | ABIDJAN



#AIMFAbidjan2022 | #COPdesVilles

[www.abidjan2022.ci](http://www.abidjan2022.ci)

PARTENAIRES DE LA COP DES VILLES



ILS SOUTIENNENT L'AIMF

